

Compte rendu

Ouvrage recensé :

RABOY, Marc, BERNIER, Ivan, SAUVAGEAU, Florian et ATKINSON, Dave. *Développement culturel et mondialisation de l'économie. Un enjeu démocratique*. Québec, IQRC, 1994, H4p.

par Martin Paquet

Études internationales, vol. 26, n° 2, 1995, p. 422-425.

Pour citer ce compte rendu, utiliser l'adresse suivante :

URI: <http://id.erudit.org/iderudit/703474ar>

DOI: 10.7202/703474ar

Note : les règles d'écriture des références bibliographiques peuvent varier selon les différents domaines du savoir.

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter à l'URI <https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. Érudit offre des services d'édition numérique de documents scientifiques depuis 1998.

Pour communiquer avec les responsables d'Érudit : info@erudit.org

désire pour sa part accélérer son développement et son appropriation des techniques avec un minimum de dépendance. En s'appuyant sur les diverses études de cas, Durand estime d'ailleurs que le bilan de cette coopération est généralement positif. Cette évolution vers une plus grande coopération demeure donc directement attribuable à une forte négociation de la part des États récepteurs avec les émetteurs dans le but de maximiser la maîtrise et les retombées reliées aux technologies transférées. Diverses mesures protectionnistes et financières ont également joué le même rôle.

Durand et ses collaborateurs précisent que le virage plus ou moins important réalisé depuis la fin des années quatre-vingt par plusieurs pays récepteurs vers une libre économie de marché, caractérisée par la déplanification et la déréglementation, contribue fortement à diminuer leur capacité à contrôler les transferts et à maîtriser leur développement. Durand précise entre autres que cette renaissance du libéralisme, qui engendre un retour à une plus grande dépendance des pays récepteurs, n'est qu'une politique à courte vue qui, contrairement à ce que l'on peut penser, ne plaît pas aux grandes firmes multinationales des pays industrialisés. De fait,

Les partenaires occidentaux réclament «des règles du jeu stables». L'État et l'entreprise publique étaient un garant de la solidité des contrats. [...] Le désintérêt gouvernemental de ces enjeux tel qu'il se manifeste dans les tendances néolibérales récentes à l'Est et en Amérique latine risque de laisser les entreprises

réceptrices démunies et obligées de revenir à des formes de coopération où elles se contentent d'un statut de sous-traitant et d'une maîtrise technique limitée à des opérations de fabrication.

L'ouvrage de Durand et de ses collaborateurs est finalement fort bien documenté, présenté et structuré. Il constitue une somme importante de renseignements pertinents, bien que nous aurions apprécié lire une analyse courte et globale portant sur l'évolution des théories et des thèses inhérentes à l'internationalisation des firmes (aux investissements directs à l'étranger) depuis les années soixante. Notre appréciation de ce bouquin est donc très positive.

Pierre RIOPEL

Ministère de l'Industrie, du Commerce,
de la Science et de la Technologie, Québec

Développement culturel et mondialisation de l'économie. Un enjeu démocratique.

RABOY, Marc, BERNIER, Ivan, SAUVAGEAU, Florian et ATKINSON, Dave. Québec, IQR, 1994, 144p.

Dans *Les Politiques* (livre 1, chap. 2, 8), Aristote stipule que la Cité, la polis, est par nature antérieure à l'oïkos et à chacun de nous comme individus. Aujourd'hui, cette antériorité est souvent remise en cause, que ce soit au cours des négociations sur la création de zones régionales de libre-échange, ou au moment des diverses déréglementations voulant assurer l'expression des libertés individuelles. À la fois dans le discours et dans les gestes de la vie publique, notamment par le véhicule des médias, l'internationalisation d'un dérivé de

l'*oïkos*, l'Économie, le caractère normatif voire impérial du Marché, ainsi que l'affirmation d'un néo-libéralisme récusant la médiation de l'État, tendraient à rendre obsolètes les enseignements du philosophe.

Pourtant, Aristote n'est pas qu'un visage de marbre, puisqu'il dialogue encore avec nous par personne interposée. C'est un peu le ton de sa voix que l'on entend dans *Développement culturel et mondialisation de l'économie*. Sous la forme d'un opuscule, cet essai se place au confluent d'une réflexion pluridisciplinaire, mariant les apports des disciplines de la sociologie de la culture et des communications, avec Marc Raboy et Florian Sauvageau, ainsi que de l'économie politique et des relations internationales, avec Ivan Bernier et Dave Atkinson. Avec nuances et élégance, *Développement culturel...* adopte parfois un ton normatif, nullement dénié par ses auteurs, en énonçant et en explicitant une conceptualisation formant l'armature du raisonnement. De plus, afin d'appuyer et d'enrichir leur argumentation, ces auteurs présentent des extraits inédits d'André Lange, Nicolas Garnham, Ricardo Petrella, William H. Melody et Guy Rocher. Ces textes permettent au lecteur d'orienter sa réflexion sur des voies parallèles, procédé qui ne peut qu'enrichir cette dernière.

D'emblée, les auteurs proposent une redéfinition des rapports entre Culture, Économie et État. À l'heure de la mondialisation de l'Économie, «le développement culturel doit prendre appui sur une nouvelle conception des politiques publiques, fondée sur une juste appréciation des capacités et des responsabilités de l'État, des réalités économiques et de la demande

sociale des services». Dimension importante selon eux, car «le développement culturel est essentiel à la vie démocratique, ce qui justifie l'intervention de l'État». (p. 11)

En se penchant sur la notion d'Économie ouverte, les auteurs font place à la complexité du phénomène, où s'enlacent les dimensions unilatérales et multilatérales de ce régime libéral d'échanges des biens, services et capitaux. Les entreprises commerciales privées y jouissent d'une influence exceptionnelle. Dès lors, l'État, dorénavant confiné à sa fonction de soutien à l'entreprise, doit réévaluer son rôle d'après les lois d'airain de l'internationalisation. Les négociations du GATT en sont des exemples. Dans le champ de la culture, circonscrit à la production des créateurs nationaux, l'Économie ouverte influence l'argumentaire de l'intervention de l'État. Usant des vocables du consumérisme et du clientélisme, le plaidoyer des défenseurs de l'intervention étatique se limite à la défense de la souveraineté culturelle et à la nécessité de la création d'un marché favorable aux produits culturels nationaux. (p. 39)

Cette réduction de la culture au Marché et cette démarche protectionniste ne rallient pas, avec raison, les suffrages des auteurs. Reprenant la conception de la culture nationale proposée par Nicolas Garnham, soit celle d'un contexte dans lequel une collectivité se mobilise pour intervenir en tant qu'acteur social, économique et politique, ils avancent un autre modèle du développement culturel. Fondé sur la participation du citoyen à la vie publique, ainsi que sur la diversité des produits et des instruments de l'action collective (Alain

Touraine, *Critique de la Modernité*), le développement culturel stipulerait la disponibilité et l'accessibilité des ressources que l'individu peut mobiliser dans un monde d'interdépendance. Ainsi présenté, il renverrait aux rapports entre une société donnée et à ses formes de communications symboliques, rapports qui se nouent dans un espace public pluriel.

En élaborant le cadre normatif de leur modèle, les auteurs nous présentent une intrigue relativement simple. Une crise des structures, celle de la mondialisation de l'Économie, menace la quiétude des acteurs sociaux. Pour maintenir leurs objectifs de développement, ces acteurs doivent maintenant modifier leurs stratégies, en ayant accès aux ressources et en participant aux mécanismes publics. Or, ce modèle a tendance à éluder la pratique du dialogue, processus par lequel les acteurs, mis en relation les uns avec les autres, se transforment mutuellement. Le dialogue constitue une composante importante du consensus démocratique, comme Charles Taylor (*Grandeur et misère de la Modernité*) l'a analysé. De plus, il occupe aussi une place centrale dans l'expression de la Culture comme lieu de l'Homme. Afin que l'enjeu démocratique puisse pleinement être saisi, le dialogue s'avère aussi un concept opératoire pour un modèle de développement culturel. À cet égard et sur un sujet similaire, je signalerai la parution, trop récente pour que les auteurs puissent en avoir eu connaissance, du livre de Greg Marc Nielson sur *Le Canada de Radio-Canada ; sociologie critique et dialogisme culturel*.

Dans leur modèle, les auteurs font donc une place importante à cer-

taines «liaisons particulières», celles entre les publics et la médiatisation de masse, ce signe marquant de la Modernité. Leur analyse de la «crise» de la radiodiffusion nationale se veut éclairante. Les références aux mânes de l'École de Francfort deviennent ici explicites. Max Horkheimer, Theodor Adorno et Walter Benjamin sont appelés à la barre pour leurs contributions au concept d'industrie culturelle, ces industries qui se meuvent d'ailleurs dans un espace public, espace délimité par Jürgen Habermas. Ainsi, *Développement culturel...* reprend les aspects théoriques de ces études sur la Modernité, soit ceux de l'ambivalence entre émancipation et répression, ainsi que celui la prééminence de la logique industrielle. D'où l'une de mes réserves. En sociologie de la culture, la Modernité et la post-Modernité font l'objet de débats, au mieux dans une production intellectuelle rigoureuse, au pire autour des tables des cafés. Ici, les auteurs auraient pu situer le développement culturel en tenant plus compte de ces débats, tout en gardant la même rigueur qui les caractérise ailleurs dans la présentation de leurs concepts.

Dans ce modèle de développement culturel proposé, le rôle de l'État prend une signification nouvelle, notent les auteurs. Principales institutions représentatives de la population, les États nationaux se verraient investis d'une mission particulière, celle de veiller au développement culturel démocratique.

Le recours aux politiques publiques demeurerait une stratégie importante. Toutefois, afin de créer et de soutenir des nouvelles instances de concertation sur le plan interna-

tional, les acteurs de la Société civile, les *publics*, seraient désormais mis à contribution. Les auteurs tracent les grandes lignes d'une éventuelle infrastructure culturelle publique, sise au point de rencontre des agents du Marché, de la Société civile et de l'État. Ainsi, grâce à l'action de cette infrastructure, le marché de la Culture s'en trouverait restructuré dans ses activités de production, de distribution et de consommation. De plus, il y serait possible de repenser la fonction comme service public et la réglementation des médias, d'assurer une plus grande participation à l'élaboration des politiques publiques, ainsi que de revaloriser l'éducation comme acquis culturel.

Malgré ces quelques lacunes, *Développement culturel...* ne nous présente pas seulement une réflexion intéressante sur les modalités de la vie et sur les mutations de la *polis* dans le contexte d'une mondialisation de l'*oïkos*. En effet, en soulignant l'importance de la démocratie dans la Cité, Cité aux horizons planétaires, il offre le plaisir rare de rendre actuels les enseignements du bon vieux Aristote.

Martin PAQUET

Programme d'Études canadiennes
Collège universitaire Glendon
Université York, Toronto

The Global Economy as a Political Space.

ROSOW, Stephen J., INAYATULLAH, Naeem & RUPERT, Mark (dir.). Boulder (Col.), Lynne Rienner Publishers, Inc., 1994, 262p.

Depuis une dizaine d'années, la critique (post-moderne, post-matérialiste, post-structuraliste, post-ratio-

naliste) de l'historicisme qui a dominé l'ensemble des sciences sociales depuis le 19^e siècle a précipité une avalanche d'écrits s'intéressant non plus à l'histoire des relations de pouvoir, mais à leur dynamique spatiale. Le pouvoir, conceptualisé jusqu'ici comme un moment dans le temps, est, semble-t-il, devenu une réalité spatiale, une logique d'organisation des espaces (des sites de production, des villes, des régions, des hémisphères, voire de l'économie-monde).

Les auteurs regroupés par Stephen J. Rosow, Naeem Inayatullah et Mark Rupert dans *The Global Economy as a Political Space* s'inscrivent tous dans ce courant de réflexion spatiale. Ils pensent l'économie-monde contemporaine comme Henri Lefebvre pensait la ville, Michel Foucault la prison, et Fernand Braudel la Méditerranée, c'est-à-dire comme une expérience de vie, un théâtre de l'histoire, un cadre d'existence, une structure de relation avec le, ou plutôt, les mondes (présents, passés et futurs, vécus ou imaginés).

Cette réflexion est divisée en quatre parties. Les quatre textes qui composent la première partie prennent tous comme point de départ de leurs travaux historiques une critique de l'imaginaire spatial limité des théories réalistes et néo-réalistes en relations internationales. À partir de cette critique, Stephen Rosow examine l'universalisation de la rationalité capitaliste et la naturalisation des lois du marché dans l'économie mondiale de ce que Braudel appelait le long seizième siècle jusqu'à la période contemporaine. Kurt Burch explore la relation historique entre le capitalisme mondial et la structure de compétition inter-